



ETAT-MAJOR

Secrétariat de direction

CONSEIL D'ADMINISTRATION

5^{ème} réunion de 2023

Séance du 7 décembre 2023

Délibération

PV n° 3

Objet : Budget primitif 2024

Date de convocation :
24 novembre 2023

Réceptionnée à la
Préfecture le :

Affichée le :

L'an deux mille vingt-trois, le 7 décembre à 18 heures,

le conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni au centre d'incendie et de secours de TROYES OUEST sous la présidence de M. Philippe PICHERY.

• Membres de droit

Membre présent : 1

Madame la Directrice de cabinet de Madame la Préfète Anne GABRELLE

Membre excusé : 1

Monsieur le Payeur départemental Gilles CLIPET

• Membres ayant voix délibérative

Membres en exercice : 22

Membres présents : 15

*Mesdames Sylviane BETTINGER, Marie-Thérèse LEROY, Elisabeth PHILIPPON.
Messieurs Guy BERNIER, Philippe DALLEMAGNE, Bernard DE LA HAMAYDE,
Olivier DUQUESNOY, Jean-Michel HUPFER, Olivier JACQUINET, Arnaud
MAGLOIRE, Jean-Yves MATHIAS, Jean-Louis OUDIN, Philippe PICHERY, Denis
POTTIER, Jacky RAGUIN.*

Membres absents excusés non représentés : 7

*Mesdames Sonia MEIRHAEGHE, Agnès MIGNOT, Marie-Noëlle RIGOLLOT.
Messieurs Bruno BAUDOUX, Philippe BORDE, Olivier GIRARDIN, Didier
LEPRINCE.*

- **Membres ayant voix consultative**

Membres titulaires présents : Col Rémy ANDRIOT, Directeur départemental des services d'incendie et de secours, Chef du corps départemental, Adc Alain GENNERET, Président de l'Union départementale des sapeurs-pompiers, Cne Nicolas RUINET, Adc Rudy GUBLIN, Adc Cyrille RAPHAEL, Madame Laetitia MUSSARD.

Membres représentants présents : Col Maxime KOCH, Directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours, Ltn Thierry LANE.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 1424-1 à L 1424-58 et R 1424-1 à R 1424-55 ;

Vu la délibération n°3 du Conseil d'Administration du SDIS en date du 20 septembre 2021 portant sur la composition du Conseil d'Administration et sur la composition et l'élection des membres du Bureau ;

Vu la délibération n°3 du conseil d'administration du 12 octobre prenant acte du débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2024 ;

J'ai l'honneur de vous soumettre le projet de budget primitif du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Aube pour l'année 2024.

Il met en œuvre les orientations budgétaires présentées en conseil d'administration le 12 octobre dernier, exception faite de deux ajustements équilibrés en recette et dépense : sur les mises à disposition d'agents du SDIS, dont les traitements sont intégralement remboursés par les organismes bénéficiaires et sur l'allocation de vétérance des sapeurs-pompiers communaux, remboursée au SDIS par les communes concernées.

Le budget primitif s'élève à :

➤ **22 223 105 €** pour la section de fonctionnement (+ **6,43%** par rapport à 2023) ;

➤ **7 885 945 €** pour la section d'investissement (- **9,85% par rapport à 2023**), incluant notamment les crédits de paiement 2024 affectés aux opérations de réhabilitation et d'extension de l'état-major.

1. SECTION DE FONCTIONNEMENT

Recettes

Les recettes de fonctionnement sont prévues pour un montant de 22 223 105 € : elles se décomposent de la manière suivante :

- Contributions des collectivités territoriales (87,8% des recettes) :

DEPARTEMENT

- Contribution du Conseil départemental : 8 802 570 €, soit **39,6%** des recettes de fonctionnement.

TROYES CHAMPAGNE METROPOLE ET COMMUNES HORS PERIMETRE DE TCM

Le taux d'évolution 2023-2024 du montant global des contributions communales et intercommunales, plafonné au niveau du taux d'évolution des prix à la consommation, est de **4,8%**.

- Contribution de Troyes Champagne Métropole : 7 180 975 €, soit **32,3%** des recettes de fonctionnement.
- Contributions des communes : 2 734 560 €, soit **12,3%** des recettes de fonctionnement.

Par ailleurs, les contributions communales spécifiques au financement de l'allocation de vétérance sont évaluées à **800 000 €**. Cette recette neutralise la charge que constitue pour le SDIS le versement de cette allocation aux sapeurs-pompiers volontaires communaux ayant cessé leur activité.

Pour les communes, les contributions spécifiques à l'allocation de vétérance versées au SDIS sont compensées, pour une bonne part, par une subvention du Département.

● Autres recettes de fonctionnement (12,2% des recettes) :

- Le remboursement par EDF (Centre Nucléaire de Production d'Electricité) des frais de mise à disposition d'une compétence d'officier de sapeurs-pompiers et de rémunération de vingt sapeurs-pompiers professionnels est estimé à **1 350 000 €**.
- Les produits des services et atténuations de charges sont évalués à **338 000 €**. Ce sont principalement les remboursements d'interventions payantes, versés notamment par les centres hospitaliers ou les sociétés concessionnaires d'autoroutes et les remboursements d'assurances.
- L'Ecole Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers (ENSOSP) et le ministère de l'Intérieur rembourseront au SDIS un montant d'environ **642 000 €** en contrepartie de la mise à disposition d'agents.
- Le remboursement du fonds de compensation de la TVA sur les travaux d'entretien de bâtiment est évalué à **15 000 €**.
- En recette d'ordre, figure la reprise de subventions d'équipement au compte de résultat, qui allège d'autant la charge d'amortissement pesant sur la section de fonctionnement. Elle est estimée à **360 000 €**.

Dépenses

● Dépenses réelles (19 668 104 €) :

- **Chapitre globalisé 011** (charges à caractère général) : 3 800 000 € (soit **19,3%** des dépenses réelles de fonctionnement), représentant 21% de plus par rapport à 2023.

Le SDIS va subir en 2024 une augmentation particulièrement significative du prix de l'électricité. Comme tous les membres du groupement de commandes piloté par le Syndicat départemental d'énergie de l'Aube (SDEA), il a été préservé jusqu'en 2023 grâce à des prix fixes. Les prix du nouveau marché, applicables à compter du 1^{er} janvier 2024, devraient dépasser le double des anciens tarifs.

De ce fait, le cumul des dépenses liées aux énergies (électricité, gaz, carburants) ne représenteront plus le quart, comme les années précédentes, mais **le tiers des charges à caractère général** en 2024.

Pour le reste, le SDIS subit des hausses tarifaires conséquentes, en matière d'entretien des véhicules, d'assurances ou de consommables utilisés pour le secours à personnes.

- **Chapitre globalisé 012** (frais de personnel et frais assimilés) : 15 713 105 € (soit **79,9%** des dépenses réelles de fonctionnement) incluant la cotisation pour l'assurance des personnels.

Cela représente une hausse de 4,4% sur le chapitre globalisé par rapport à 2023.

Pour l'essentiel, l'origine de cette augmentation est triple.

En premier lieu, toute nouvelle mise à disposition d'agent du SDIS vers un organisme extérieur induit une charge supplémentaire, liée au remplacement de l'agent. Mais cette charge est compensée par un remboursement de l'organisme bénéficiaire de la mise à disposition (environ 300 000 € en dépense et recette).

En outre, les **mesures nationales en matière de rémunération des personnels** génèrent sur le budget du SDIS une charge supplémentaire de près de 300 000 € : impact en année pleine de la revalorisation du point d'indice de 1,5% en juillet 2023, ajout de 5 points d'indice en janvier 2024, hausse de 1% de la cotisation CNRACL et prime de pouvoir d'achat exceptionnelle.

Enfin, s'agissant des charges liées au volontariat, l'estimation de **l'augmentation de la contribution du SDIS au régime de la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance (NPFR)** est de 60 000 € pour 2024. Son évolution pour les années futures sera l'un des points de vigilance en termes budgétaires.

- **Chapitre 65** (autres charges de gestion courante) : 155 000 €.

Ce sont notamment, outre la contribution aux frais de fonctionnement à l'INPT (infrastructure nationale partageable des transmissions), les frais d'utilisation de logiciels ou les subventions de fonctionnement :

à l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de l'Aube : 13 840 €

à l'Oeuvre des Pupilles Orphelins et Fonds d'Entraide des Sapeurs-Pompiers de France : 1 000 €

à l'Association des Personnels de Santé des Sapeurs-Pompiers de l'Aube : 900 €

à l'Association des Personnels de l'état-major du SDIS de l'Aube : 5 000 €.

● Dépense d'ordre :

- Dotation aux amortissements des immobilisations : 2 555 000 € (hausse de 0,5% par rapport à 2023).

2. SECTION D'INVESTISSEMENT

Recettes

Les recettes d'investissement sont évaluées à 7 885 945 €, à savoir :

● Recettes financières :

a) *Ressources propres externes :*

- F.C.T.V.A. : 1 000 000 € (12,7% des recettes d'investissement).

b) Subventions :

Sont prévues des subventions du Département à hauteur de 4 078 092 € (51,7% des recettes d'investissement) pour le financement de la réhabilitation des bâtiments et de l'extension de l'état-major.

Le montant du solde de la subvention de l'Etat pour l'extension de l'état-major (fonds pour le recyclage des friches) est inscrit en prévision pour 252 853 €.

Les montants des subventions seront ajustés au budget supplémentaire 2024 au vu des subventions effectivement perçues en 2023.

c) Transferts entre sections :

- Dotation aux amortissements : 2 555 000 € (32,4% des recettes d'investissement).

Dépenses

● Equipements :

- **chapitre 20** (immobilisations incorporelles) : 283 000 €.

- **chapitre 21** (immobilisations corporelles) : 1 806 450,33 €, incluant :

- les véhicules (824 000 €),
- les matériels d'incendie et de secours et les tenues d'intervention (636 150,33 €),
- les matériels techniques et de formation (177 000 €),
- les équipements liés à l'alerte ou aux transmissions (74 300 €),
- les autres équipements, tels que le mobilier (95 000 €).

- **chapitre 23** (immobilisations en cours) : 1 000 000 €, consacrés aux travaux de réhabilitation des centres d'incendie et de secours.

- **chapitre 32** (réhabilitation et réaménagement de l'état-major) : 110 037,87 €.

- **chapitre 33** (extension de l'état-major sur une friche industrielle voisine) : 4 326 456,80 €.

● Reprises sur autofinancement :

La reprise au compte de résultat des subventions perçues jusqu'en 2023 constitue une charge sur la section d'investissement estimée à 360 000 €.

ENGAGEMENTS PLURIANNUELS ENVISAGES

		CP 2022	CP 2023	CP 2024	TOTAL CP
AUTORISATION DE PROGRAMME	REHABILITATION REAMENAGEMENT ET EXTENSION DE L'ETAT-MAJOR	171 505,33 €	5 230 000 €	4 436 494,67 €	9 838 000 €
OPERATION CHAPITRE 33	EXTENSION SUR FRICHE	121 543,20 €	3 390 000 €	4 326 456,80 €	7 838 000 €
OPERATION CHAPITRE 32	REHABILITATION ET REAMENAGEMENT	49 962,13 €	1 840 000 €	110 037,87 €	2 000 000 €
AUTORISATION DE PROGRAMME	REHABILITATION DES CIS	94 339,62 €	605 660,38 €	1 000 000 €	1 700 000 €

Les financements extérieurs sont ainsi envisagés :

AUTORISATION DE PROGRAMME	FINANCEUR	2022	2023	2024	TOTAL
AP REHABILITATION, REAMENAGEMENT ET EXTENSION DE L'ETAT MAJOR	ETAT (fonds friches) - extension état-major	379 279,20 €	632 131,80 €	252 853 €	1 264 264 €
	DEPARTEMENT - extension état-major		2 757 868 €	3 242 132 €	6 000 000 €
	DEPARTEMENT - réhabilitation et réaménagement état-major	48 864,77 €	1 037 883,23 €	0 €	1 086 748 €
AP REHABILITATION DES CENTRES DE SECOURS	DEPARTEMENT - réhabilitation centres de secours	70 707,78 €	514 464,22 €	835 960 €	1 421 132 €

MODALITES DE GESTION BUDGETAIRE 2024 – FONGIBILITE DES CREDITS

L'instruction budgétaire et comptable M. 57, applicable au SDIS à compter du 1^{er} janvier 2023, ouvre la faculté pour le conseil d'administration de déléguer à son président, **à l'occasion du vote du budget**, la compétence de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, **dans une limite qu'il fixe expressément (limite qui ne peut aller au-delà de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections)**, Dans ce cas, le président informe le conseil de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

La décision expresse de virement prise par le président doit être transmise au représentant de l'État pour être exécutoire dans les conditions de droit commun. Cette décision doit également être notifiée au payeur départemental, comptable du SDIS.

De tels virements ne peuvent en aucun cas concerner les crédits relatifs aux **dépenses de personnel**.

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Montant des dépenses réelles 2024	19 668 105 €	7 525 945 €
Plafond en % des dépenses réelles	1%	7,5%
Plafond en montant	196 681 €	564 445 €

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

à l'unanimité,

ADOpte le budget primitif du service départemental d'incendie et de secours pour l'année 2024, joint à la présente délibération ;

AUTORISE le Président dans la limite d'1 % des dépenses réelles de la section de fonctionnement (soit 196 681 €), à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;

AUTORISE le Président dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section d'investissement (soit 564 445 €), à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre ;

AUTORISE la neutralisation totale de l'amortissement des bâtiments.

Fait le

15 DEC. 2023

Votes pour : 15

Mesdames Sylviane BETTINGER, Marie-Thérèse LEROY, Elisabeth PHILIPPON.

Messieurs Guy BERNIER, Philippe DALLEMAGNE, Bernard DE LA HAMAYDE, Olivier DUQUESNOY, Jean-Michel HUPFER, Olivier JACQUINET, Arnaud MAGLOIRE, Jean-Yves MATHIAS, Jean-Louis OUDIN, Philippe PICHERY, Denis POTTIER, Jacky RAGUIN.

Vote contre : 0

Abstention : 0

Le Président du Conseil d'Administration



Philippe PICHERY